



L'armée britannique en état d'alerte après l'attaque contre Charlie Hebdo

Par [Julie Hyland](#)

Mondialisation.ca, 19 janvier 2015

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

L'armée britannique a été mise en état d'alerte suite à l'attaque terroriste contre le magazine *Charlie Hebdo* et une superette casher à Paris. Dix-sept personnes ont trouvé la mort dans ces attaques et les sièges qui leur ont fait suite. La décision a été prise lundi au cours de discussions entre le premier ministre David Cameron et les services de renseignements et de sécurité.

Selon le quotidien *Telegraph*, « la police et l'armée britanniques vont rejouer l'attentat de Paris dans une suite d'opérations anti-terroristes d'entraînement. »

Un porte-parole du premier ministre a dit que l'objectif était de se baser sur « l'exemple » de la France où le gouvernement de François Hollande (Parti socialiste) a mobilisé 10.000 soldats, créant des conditions qui ressemblent à un Etat policier.

Le « déploiement imminent de troupes [en Grande Bretagne] n'a pas été discuté » à la réunion, indique le *Telegraph*, tout en assurant que la police anti-terroriste allait continuer à jouer le rôle principal dans le « combat contre le terrorisme ». Mais le *Daily Mail*, citant une source du ministère de la Défense, a écrit que les forces d'élite du Special Air Service (SAS) se tenaient prêtes à intervenir pour s'occuper de ce que Cameron a décrit comme « le culte de mort fanatique de la violence islamiste extrémiste. »

Les attaques de Paris servent maintenant à faire passer des mesures autoritaires préparées depuis longtemps. Le gouvernement britannique a été l'un des premiers à exiger une base de données de voyage en Europe ainsi qu'une restriction de la libre circulation sur le continent. Jusque là, on s'était opposé à ces exigences mais suite aux attentats parisiens une réunion des ministres de l'Intérieur de l'Union Européenne (UE) a déclaré que des mesures pour « accroître la détection et le traçage des déplacements de citoyens européens traversant les frontières externes de l'UE » étaient en cours d'achèvement.

Ceci, malgré le fait que les attaques de Paris aient été commises par des agresseurs « du pays ». Saïd et Cherif Kouachi et Amedy Coulibaly étaient citoyens français. Le fait que les frères Kouachi faisaient l'objet d'une interdiction de voyage des Etats-Unis et de la Grande Bretagne ne les a pas empêché de réaliser une attaque sur leur 'propre' sol.

Cameron réclame également plus de pouvoirs répressifs pour les agences de renseignements. Suite à l'attaque des bureaux de *Charlie Hebdo*, le chef du MI5, Andrew Parker, avait immédiatement revendiqué de tels pouvoirs. Cameron s'est engagé au nom d'un futur gouvernement conservateur à renforcer les pouvoirs d'interception des communications électroniques. « Nous ne devons pas permettre aux terroristes l'usage en toute sécurité des moyens de communications, » a-t-il dit.

De tels pouvoirs n'auraient pas empêché les attentats en France. Les services de renseignements français avaient toute l'information voulue sur les Kouachis et Coulibaly, qu'ils avaient surveillés pendant plusieurs années. Cette surveillance a été interrompue de façon inexplicable six mois avant leurs attaques meurtrières.

Mohammed Sidique Khan et Shehzad Tanweer, auteurs des attentats suicide du métro de Londres en juillet 2005, étaient eux aussi bien connus des services de renseignements britanniques, de même que Michael Adebolago et Michael Adebowale qui ont tué le soldat Lee Rigby dans une rue de Londres en 2013.

Comme l'a révélé l'ex-employé de la NSA Edward Snowden, le gouvernement britannique a déjà, de concert avec les Etats-Unis, un vaste appareil de surveillance illégale. Mais celui-ci espère utiliser les terribles événements de la semaine dernière pour accroître encore ses pouvoirs. Cameron menace ainsi de bloquer des services de messagerie tels WhatsApp et Snapchat et en particulier d'interdire l'encodage des communications.

Rien ne doit échapper à l'Etat autoritaire. Sous le mot d'ordre de la liberté d'expression, les gouvernements européens et leurs défenseurs réclament le démantèlement des protections mêmes qu'ils ont soi-disant à cœur.

Cela s'accompagne d'efforts pour attiser des sentiments anti-immigrants et antimusulmans. Parlant devant le parlement européen, Nigel Farage, le dirigeant du parti anti-immigrant UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), a appelé à la défense de la « culture judéo-chrétienne » contre la terreur islamique.

« [L]immigration de masse » avait mené à l'existence d'« une cinquième colonne qui habite dans nos propres pays, qui s'oppose complètement à nos valeurs », a-t-il dit.

S'exprimant dans le *Telegraph*, Boris Johnson, maire conservateur de Londres et concurrent potentiel de Cameron, a déploré le fait qu'« il n'y [avait] guère de journaux en Grande-Bretagne qui [avaient] suivi l'exemple de *Charlie Hebdo* et imprimé les caricatures réprouvées de Mohammed. »

Il parlait au moment où les distributeurs de presse britanniques s'apprêtaient à mettre en vente le premier numéro de *Charlie Hebdo* paru depuis les tueries, avec en couverture une image du Prophète Mohammed.

Les journaux *Independent*, *Guardian* et la BBC ont tous publié ou montré la une du magazine lourdement financé par l'Etat français. Les distributeurs britanniques devaient réceptionner entre 700 et 1.000 exemplaires d'un hebdomadaire qui d'habitude ne se vend en Grande-Bretagne qu'à 30 exemplaires.

Dans son article, Johnson décrit comme son « héros » le maire musulman de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb, membre du Parti travailliste hollandais qui a dit, s'adressant prétendument à de potentiels jihadistes, « Si vous n'aimez pas la liberté, alors f.... le camp. »

« C'est la voix des Lumières, de Voltaire, » s'est exclamé Johnson.

Ce genre d'affirmations fausses contraste fortement avec la réponse au meurtre de masse perpétré en Norvège par le fasciste Anders Behring Breivik le 22 juillet 2011. Dans le plus grand attentat réalisé en Europe par un individu, Breivik avait tué 77 personnes, la plupart

des jeunes, membres du mouvement de jeunesse social-démocrate.

A l'époque, Johnson avait écrit que le crime de Breivik « n'était pas vraiment lié à l'idéologie ou à la religion. Cela parlait de lui... Il a tué au nom du christianisme – et pourtant nous ne faisons pas bien sûr porter la responsabilité aux chrétiens ou à 'la chrétienté'. Et de la même manière nous ne devrions pas accuser l'Islam de tous les actes de terreur commis par de jeunes musulmans. »

Son commentaire tentait de cacher les liens de Breivik avec de nombreux groupes d'extrême droite en Europe. Peu de temps avant son crime, Breivik avait envoyé par courrier électronique un long manifeste à lui – où il se décrivait comme un soldat politique menant une croisade contre « l'islamisation » — à plus de mille individus de même opinion en Europe.

Pendant son procès, il avait défendu ses actes avec l'argument que « [Nicolas] Sarkozy, Merkel [Allemagne] et Cameron [Grande-Bretagne] ont tous remarqué que le multiculturalisme ne marchait pas. »

Parmi ceux qui défendaient le tueur, il y avait Francesco Enrico Speroni, député italien du parti séparatiste Ligue du Nord au parlement européen. Si les idées de Breivik « sont que nous nous dirigeons vers une Europe arabisée et ce genre de choses, que la civilisation chrétienne occidentale doit être défendue, oui, je suis d'accord », avait dit Speroni.

Le député italien au parlement européen est co-président, avec Farage, du Groupe de l'Europe de la liberté et de la démocratie, qui siège au parlement européen et compte en son sein des partis d'extrême droite et néo-nazis déclarés.

Julie Hyland

Article original paru, [WSWS](#), le 15 janvier 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Julie Hyland](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : [Julie Hyland](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca